

Lutte de classe

Une conception de la lutte des classes sans frontière entre les classes.

Nous pouvons constater que la notion ambiguë de radicalité, d'extrême gauche ou de parti ouvrier passe par des alliances tous azimuts avec des composantes de la bourgeoisie, PS, MRC, PRG, au nom du combat contre le capitalisme (LCR) ou au nom du trotskisme (LO), au nom de l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'Etat (PT), le tout évidemment au nom de la défense des intérêts distincts de classe des travailleurs.

Au nom du combat contre la "droite", le même concept dans ses différentes déclinaisons préconise de s'allier avec un parti qui est associé au gouvernement Sarkozy-Fillon et qui participe à une cinquantaine de comités avec l'UMP, le PS.

Pour "*sanctionner*" Sarkozy, il y en a encore qui appellent à voter pour les candidats d'un parti dont l'un des principal dirigeant, Jacques Attali (PS), a remis dernièrement à Sarkozy un rapport contenant 316 mesures préconisant de s'attaquer aux statuts de toutes les professions ou corps de métier, la destruction pure et simple de la législation du travail et de la protection sociale, la privatisation de la quasi totalité des services publics, etc. On aurait pu ajouter Pascal Lamy à la tête de l'OMC et Dominique Strauss-Kahn à celle du FMI, deux institutions qui comme chacun sait sont au service du prolétariat et des peuples à travers le monde !

Il est parfaitement clair qu'en soutenant le PS ou un candidat du PS, au-delà des réserves formulées ou des explications alambiquées fournies comme pour s'excuser par avance de ne pas pouvoir faire autrement, c'est concrètement soutenir la mise en oeuvre du rapport de la commission Attali, c'est soutenir l'application du programme antisocial du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner contre l'ensemble du prolétariat, et au-delà contre les intérêts de la majorité de la population.

Ceux qui se sont félicités de la victoire de la soi-disant gauche au premier tour des élections municipales du 9 mars 2008 se font les complices de Sarkozy. Il ne faut donc pas s'étonner que sans attendre les résultats du second tour, fort de son soutien, Sarkozy et Fillon ont martelé qu'ils continueront d'appliquer la même politique ultra réactionnaire. Pourquoi devraient-ils adopter une autre position puisque l'UMP et le PS qui vont récolter à eux deux plus des trois quarts des voix, partagent finalement le même programme de régression sociale, le rapport Attali. Voter UMP ou voter PS, c'est voter pour la même politique antiouvrière, tout le reste est du baratin pour tromper militants et travailleurs. Ne vous casser pas la tête pour le moment pour savoir depuis quand cela a commencé, vous devriez remonter au moins 50 ans en arrière.

L'une des principales causes de la décomposition, on devrait dire maintenant de la putréfaction du mouvement ouvrier, c'est son incapacité à combattre sur son propre programme et sous son propre drapeau pour un seul et unique objectif : abattre le régime et porter le prolétariat au pouvoir.

S'en tenir à une position de classe intransigeante serait devenu du sectarisme ou du gauchisme, voilà où en sont rendus nos détracteurs, les dirigeants des partis ouvriers sans exception hélas. Ceux qui se prétendent être l'avant-garde conscient du prolétariat se sentent obligés au-delà même des élections de réaliser l'unité sans principe avec des éléments des partis PS, MRC, PCF, PRG ou Verts, des démocrates ou des républicains, sous des prétextes divers, dont le principal est la nécessité de résister à l'offensive du capital. Qu'en est-il en réalité ?

Contrairement à ce qu'ils affirment à travers leur orientation qui consiste à construire un parti sur le modèle de la SFIO, l'attitude qui consiste à interdire à la classe ouvrière de disposer d'un véritable parti combattant pour la révolution prolétarienne est le meilleur service qu'ils puissent rendre aux représentants du capital, car ceux-ci savent très bien qu'ils n'ont rien à craindre d'une coalition hétérogène dont la base commune repose sur le plus petit dénominateur commun acceptable pour l'ensemble de ses éléments, c'est-à-dire le respect des fondements du régime capitaliste, facteur fondamental qui au moment de l'affrontement direct entre les classes agira comme une force centrifuge disloquant cette coalition, afin de faire refluer la mobilisation du prolétariat et sauver le régime en place. On a déjà eu le droit à ce dramatique scénario dans le passé, en France et en Espagne par exemple.

Ceux qui bradent les principes du marxisme et du léninisme en leur nom évidemment, font la démonstration qu'ils sont en réalité incapables de s'appuyer sur les couches les plus déterminées du prolétariat à engager le combat contre le gouvernement pour construire le parti, dont nous avons besoin pour renverser le régime. Leur regard se tourne dans une autre direction, vers les couches supérieures du prolétariat qui ont davantage à perdre et qui pour cette raison sont plus solidement accrochées au capitalisme, vers la petite bourgeoisie et les classes moyennes qui se complaisent dans le capitalisme du moment qu'il leur octroie des avantages substantiels.

Ils sont tellement empêtrés dans leurs contradictions que même lorsqu'ils gauchissent leurs mots d'ordre, ils se rangent pour ainsi dire instinctivement aux côtés de l'Etat bourgeois. Un seul exemple.

Une entreprise de taille moyenne est menacée de délocalisation, de liquidation ou de reprise avec à la clé des centaines de licenciements. Ils exigent la nationalisation de cette entreprise par Sarkozy, qui selon la constitution bonapartiste de la Ve République concentre tous les pouvoirs au sommet de l'Etat bourgeois et incarne les intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie. Cela revient donc à exiger que les rapports sociaux d'exploitation capitaliste soient respectés et continuent de s'appliquer aux salariés de cette entreprise sous la direction de l'Etat bourgeois.

Maintenant, sachant pertinemment qu'il n'y a aucun risque que Sarkozy satisfera cette exigence, on pourrait peut-être en émettre une autre qui ne lui serait pas adressée, et qui contrairement à la précédente présenterait l'avantage de s'inscrire dans le cadre du respect de l'indépendance du prolétariat par rapport à la bourgeoisie dont Sarkozy (et l'Etat) incarne les intérêts, les travailleurs n'ayant finalement rien à perdre mais tout à gagner, pourquoi ne pas la mettre en avant ?

Je pense à l'expropriation pure et simple sans indemnité ni rachat du ou des capitalistes à qui cette entreprise appartenait et qu'ils ont mené à la faillite, l'Etat n'apportant que sa garantie bancaire pour que l'activité de l'entreprise puisse continuer sous la gestion et le contrôle des travailleurs eux-mêmes, ouvriers, maîtrise et encadrement inclus. Comme cette perspective ne pourra pas se réaliser tant que les banques et les institutions financières seront entre les mains des capitalistes, il faut parallèlement engager le combat pour l'expropriation des banquiers...

Qu'y a-t-il de choquant dans cette proposition ? Elle remettrait en cause le sacro-saint pouvoir des capitalistes dans l'entreprise ? Elle serait trop radicale pour que les travailleurs s'en saisissent ? Ou peut-être que nos révolutionnaires les jugent inaptes à diriger leur entreprise, qui sait ?

On sent peser en permanence sur ces partis l'emprise des idées de la classe dominante.

Notre objectif n'est pas la nationalisation d'entreprises sous l'égide de la bourgeoisie, qui plus est, qu'il faudrait indemniser comme l'ont fait Chavez et Morales, autrement dit, cela reviendrait à verser aux capitalistes une plus-value supplémentaire à celle qu'ils ont déjà extorquée aux travailleurs pour acquérir ces moyens de production, ce serait s'affliger une double peine et légitimer l'exploitation au passage, notre objectif n'est pas non plus la répartition des richesses pendant que la bourgeoisie continuerait de décider de notre destin et se réarmerait pour nous infliger une défaite, nous reprendre demain ce qu'elle a dû nous céder hier, notre objectif est de prendre tout le pouvoir, parce que c'est le seul moyen d'avancer vers le socialisme.

La bourgeoisie dispose du pouvoir sans partage parce que c'est impossible pour elle de procéder autrement, tous les pouvoirs. Alors le prolétariat pour la vaincre et prendre le pouvoir doit revendiquer à son tour de disposer de tous les pouvoirs sans partage avec la bourgeoisie, il n'a pas le choix, sauf à abandonner le combat pour son émancipation du joug du capitalisme. Et s'il existera une période révolutionnaire intermédiaire au cours de laquelle un partage des pouvoirs s'avèrera pratiquement inévitable, en aucun cas nous devons en faire notre objectif politique, car cela reviendrait à abandonner l'objectif final que nous nous sommes fixés, ce qui par ailleurs explique très bien pourquoi ces partis ont abandonné le combat pour la révolution prolétarienne et recrutent sur une ligne politique d'adaptation au capitalisme.

Tout parti dont le programme minimum contenant les revendications démocratiques bourgeoises n'est pas relié à celui de la révolution socialiste, ne correspond pas au parti dont le prolétariat a impérativement besoin pour s'emparer du pouvoir.